

16 Provinces

**Ngounié/Département de la Douya-Onoye/Mouila/Education/Débat pédagogique
"Procédure appropriée pour la mise en œuvre des cours"**

Félicien NDONGO
Mouila/Gabon

C'est le principal thème animé par l'inspecteur pédagogique, chef de la circonscription scolaire Ngounié-centre, Joseph Bakouévagui, à l'intention des enseignants chargés de cours de 4e et 5e années, en présence d'autres inspecteurs et encadreurs institutionnels de ladite circonscription.

UN débat pédagogique autour du thème "Procédure appropriée pour la mise en œuvre des cours", à l'intention des enseignants chargés de cours de 4e et 5e années de la circonscription scolaire Ngounié-centre, a eu lieu dernièrement à l'école publique Mouila A, sous l'égide de l'inspecteur pédagogique, chef de la circonscription scolaire éponyme, Joseph Bakouévagui. L'événement s'est déroulé en présence du

directeur adjoint d'Académie provinciale, Jérôme Nguimbi, des chefs de secteurs scolaires des deux ordres d'enseignement catholique et Alliance chrétienne, ainsi que des encadreurs pédagogiques institutionnels. L'objectif de cette rencontre était de permettre aux chargés de cours de maîtriser et mettre correctement en œuvre la procédure des cours préalable dans leurs classes respectives. D'autant que, tout au long des échanges, Joseph Bakouévagui s'est attelé à démontrer que pour avoir des cours prélabiles (cours de rattrapage), il faut tout de même respecter une procédure. Autrement dit, faire une évaluation diagnostique, identifier les difficultés individuelles, les causes et les mesures correctives, parmi lesquelles la remédiation des classes spéciales. A partir de

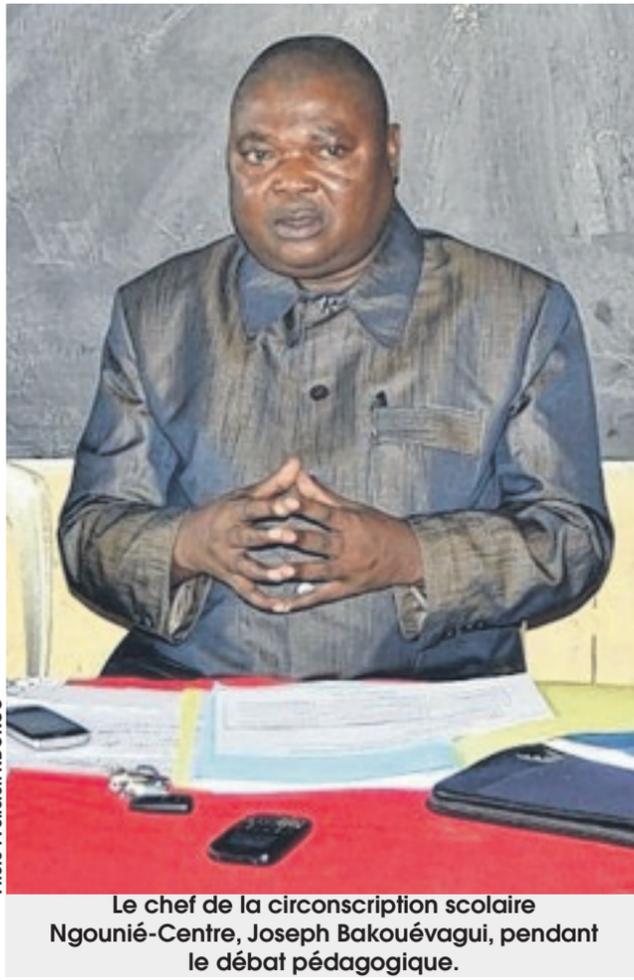


Photo : Félicien NDONGO

Le chef de la circonscription scolaire Ngounié-Centre, Joseph Bakouévagui, pendant le débat pédagogique.

cette démonstration, il a été dit que les cours prélabiles sont également ceux d'appoint et de perfectionnement, fonctionnant à temps plein, mais ayant pour objet la réinsertion en classe ordinaire des élèves en situation d'échec ou présentant une situation de retard scolaire. En ce qui concerne les techniques pédagogiques, le conférencier a indiqué qu'à partir des programmes prélabiles, la pédagogie et l'enseignement correctif doivent être mis en œuvre à partir des activités de remédiation que sont : la mise à jour et l'approfondissement des connaissances, la rétroaction par le biais de l'évaluation formative des apprentissages. Un processus qui, a-t-il expliqué, conduit à la performance améliorée, au rendement scolaire satisfaisant. D'où l'application de la

pédagogie dite de la « réussite », prônée par la direction d'Académie provinciale de la Ngounié, cette année scolaire. « Pour arriver à cette pédagogie, il va falloir que nous organisions à tout moment la formation et l'évaluation continues des enseignants, tout en réactivant leurs connaissances professionnelles. Nous devons donc les mettre à jour pour que ces derniers les mettent en œuvre, pour le bien de nos apprenants », a souhaité M. Bakouévagui. Il faut tout de même signaler que le choix du thème n'était pas fortuit. L'observation faite sur le terrain, à travers les difficultés d'apprentissage des élèves et identifiées par les inspecteurs et encadreurs pédagogiques institutionnels, ont conduit ces derniers à trouver, un tant soit peu, des solutions pérennes.

Vente de banane sur l'axe Lambané-Libreville

Flambée des prix malgré la situation économique difficile



Photo : J.F.Marola

Les prix sont si exorbitants, qu'il devient de plus en plus difficile de s'offrir un bon régime.



Photo : J.F.Marola

A Benguié, la banane est visible partout.

J.F.M
Lambarené/Gabon

Tout au long du trajet, on note comme une indifférence des producteurs et vendeurs de banane face à la crise qui sévit dans le pays.

C'EST incontestable. En cette saison des pluies, sur le trajet reliant Lambarené, chef-lieu de la province du Moyen-Ogooué, à Libreville, via les villes de Bifoun, Kango et Ntoun, les régimes de banane plantain, on en trouve à foison. Point n'est donc besoin, ici et là, de s'interroger sur l'engouement des populations ru-

rales au travail de la terre, ni sur leurs capacités à ravitailler progressivement les villes et les commerçants en produits agricoles du terroir. Après tout, les paysans ne se frottent-ils pas les mains eux-mêmes en écoulant ainsi les productions tirées de leur dur labeur? Il reste, cependant, que les prix pratiqués dans ces villages sont si exorbitants, que l'on est en droit de se demander si ces hommes et femmes savent finalement que la crise financière sévit dans notre pays. En effet, comment comprendre qu'au moment où de nombreuses entreprises ferment leurs portes et que

le chômage gagne du terrain, les prix pratiqués sur l'axe Lambaréné-Libreville soient aussi élevés? La preuve: même en période de surproduction, comme c'est présentement le cas, il faut désormais négocier un bon régime de banane à partir de 10 000 francs, sur la Nationale 1. Est-il raisonnable de laisser perdurer pareille situation de surenchère, ainsi que bien d'autres par ailleurs, qui laissent de nombreux consommateurs sans voix? Après les prix des biens de consommation courante qui ont flambé en toute discrétion dans les magasins et autres surfaces commerciales en ville, les



Photo : L'Union

Des régimes de banane à foison sur la Nationale 1.

producteurs et vendeurs de banane auraient-ils trouvé-là, eux-aussi, le moyen d'asphyxier un peu

plus les consommateurs? Leur comportement serait-il la résultante de ces augmentations anar-

chiques et non contrôlées observées dans les boutiques? Qu'en pense le gouvernement?